



LETTRE D'ENGAGEMENT DANS UNE DEMARCHE DE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

1. Enjeux

Considérant que l'employeur est chargé de **veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents** placés sous son autorité (article 2.1 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié) ;

Considérant que sa **responsabilité**, notamment sur le plan pénal, peut être engagée en cas d'accident de travail sur le fondement de la loi n° 2000-647 du 16 juin 2000 tendant à préciser la définition des délits non intentionnels (imprudence, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence prévue par la loi ou le règlement) ;

Considérant qu'afin de favoriser la prévention des risques professionnels, l'employeur doit s'engager sur les objectifs, la méthode et les moyens permettant de **créer une démarche de prévention durable** ;

Considérant que **la mise en place d'une démarche de prévention répond à divers enjeux** (humain, juridique, économique, managérial) ;

Considérant qu'il est nécessaire d'associer l'ensemble des acteurs (employeur, agents, instances représentatives du personnel (CT/CHSCT), médecin de prévention, assistant/conseiller de prévention, psychologue du travail...) puisque l'association des divers acteurs, organisée de manière coordonnée, est de nature à **faciliter le dialogue social** et à **assurer la qualité de l'évaluation des risques** et à **développer une culture commune de prévention** au sein de la collectivité ;

Considérant que **la démarche de prévention se fonde sur des connaissances complémentaires d'ordre médical, technique et organisationnel** tant au stade de l'évaluation des risques que de celui de l'élaboration d'une stratégie de prévention (intérêt d'une approche pluridisciplinaire) ;

Considérant que l'évaluation des risques constitue un des principaux **leviers de la démarche de prévention des risques professionnels** ;

Considérant que l'obligation de **transcrire dans un Document Unique les résultats de l'évaluation des risques** représente la première étape de la démarche générale de prévention qui incombe à l'employeur et qu'elle s'inscrit dans le cadre des principes généraux de prévention afin d'**engager des actions de prévention des risques professionnels** ;

Considérant que l'amélioration de la santé, de l'hygiène et de la sécurité des agents représente un **objectif qui ne saurait être subordonné à des considérations de caractère purement économique** ;

Considérant que les actions engagées en matière de prévention sont de nature à **favoriser le bien-être** de chacun dans sa vie professionnelle et à **renforcer l'efficacité des services** dans l'intérêt des usagers du service public.

2. Engagement

Eu égard aux divers enjeux énoncés et à l'intérêt de la mise en oeuvre d'une démarche de prévention des risques professionnels sincère et durable.

A cet effet, je soussigné Madame, Monsieur le Maire/Président de la collectivité :

- Je souhaite bénéficier de l'accompagnement méthodologique et de l'expertise technique du Conseiller en Hygiène et Sécurité du Centre de Gestion du Puy-de-Dôme ;
- Je souhaite que le Centre de Gestion du Puy-de-Dôme mette à ma disposition le tableur qu'il a développé pour aider les collectivités à formaliser leur Document Unique ;
- Je confirme avoir nommé un assistant/conseiller de prévention en la personne de ;
lequel/laquelle suit et continuera de suivre le cycle de formation prévu par l'arrêté du 29 janvier 2015 (à savoir 5 jours la première année, 2 jours la seconde puis 1 jour tous les ans) ;
- Je m'engage à mener la démarche d'évaluation des risques avec la volonté de :
 - mettre en oeuvre une démarche participative,
 - pérenniser les moyens dédiés à la prévention des risques professionnels.
- Je m'engage à informer le Centre de Gestion du Puy-de-Dôme de la réalisation du Document Unique en transmettant une copie au service Prévention des risques professionnels ;
- Je m'engage à soumettre le Document Unique pour avis consultatif au CT-CHSCT auquel est rattachée la collectivité (CT-CHSCT du CDG 63 pour les collectivités de moins de 50 agents).
- Je m'engage à valider le Document Unique et son plan d'actions en assemblée délibérante.

3. Signature

Fait à,

Le __/__/____

L'autorité territoriale,
(Cachet et signature)